

Forum social mondial au Brésil

# La solidarité mondiale pour sauver l'Amazonie

De nos correspondants  
Lux'09 à Belém  
Catherine Van Ouytsel,  
Nicolas Brootcorne et  
Eric Lavillunière

Les Indiens des neuf pays amazoniens ont appelé hier mercredi à Belém à forger une alliance mondiale pour mettre fin au pillage de la forêt amazonienne et pour protéger leur mode de vie.

Ce sont plus de 100.000 personnes de tous horizons qui ont ouverts le forum par une marche populaire dans le centre-ville de Belém. Marche quelque peu perturbée par les pluies torrentielles qui se sont abattues en milieu d'après-midi. Beaucoup d'associations écologiques et d'économie solidaire étaient présentes, aux côtés des traditionnels mouvements syndicaux et politiques de gauche. La présence du Forum à Belém en Amazonie, malgré les difficiles conditions d'accès (pas d'aéroport international), donne une tonalité particulière aux débats qui vont en grande part être consacrés aux questions écologiques et alimentaires sur fond de crise financière et économique. Les deux étant intimement liés car c'est au nom de la compétitivité dans l'économie globalisée qu'on porte atteinte à l'environnement.

La dimension mondiale du forum est très importante car c'est souvent la demande des pays du nord qui conduit à une surexploitation des ressources naturelles pour des revenus à court terme et une perte d'autonomie dans les

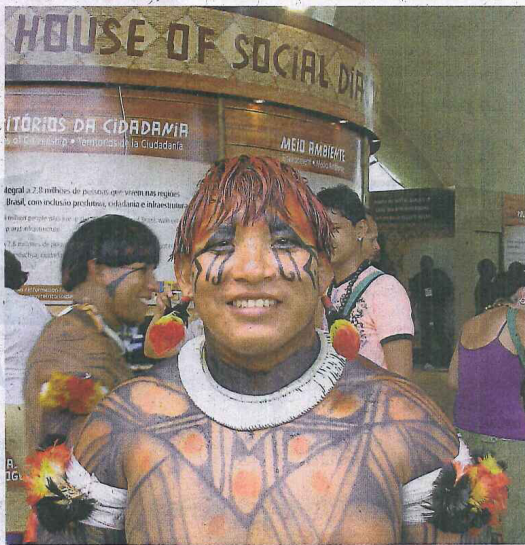


Photo: Eric Lavillunière

Un des participants indiens du Forum

modes de consommation locaux (des pays favorisent des produits pour l'exportation plus que des cultures vivrières qui favoriseraient le développement autonome des communautés).

Ainsi ce sont plus de 2.000 activités autogérées qui ont démarrées hier jusqu'au forum de fermeture le 1<sup>er</sup> février.

Le premier jour, l'accent principal est mis sur la thématique de la Pan-Amazone. De nombreux Indiens indigènes en habits et

peintures traditionnelles étaient d'ailleurs dans le défilé.

## Une lutte vieille de 500 ans

La Pan-Amazone regroupe neuf pays (Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Guyana, Pérou, Surinam et Venezuela, ainsi que la Guyane française). C'est seulement en 2008 que les peuples

indigènes ont eu une reconnaissance dans l'Etat de Pará (où se trouve Belém) à travers la création d'un Secrétariat de la justice et des droits de l'Homme, alors qu'il y a plus de 50.000 Indiens et 60.000 Quilombolas (descendants des esclaves).

Cependant tout n'est pas réglé pour ces populations et lors de ce Forum, ils trouvent une occasion rêvée, de renforcer leurs relais dans le monde pour les aider

dans leur combat contre la destruction massive de la forêt, la production d'agro-carburants et l'exploitation minière et ses terribles dégâts écologiques. „Depuis 500 ans nous luttons pour notre survie et le respect de nos modes de vie. Est-ce si illégitime que de prétendre obtenir le droit de vivre comme nous l'entendons?“ C'est sous ce slogan très applaudi par les participants que débutaient les travaux de la matinée.

## L'Amazonie en péril

La plus grande forêt tropicale de la planète s'étend sur 5,5 millions de kilomètres carrés, dont 60% au Brésil, et est partagée entre neuf pays (Bolivie, Brésil, Colombie, Equateur, Guyana, Pérou, Surinam, Venezuela et Guyane française).

Dans la seule Amazonie brésilienne vivent 25 millions de personnes. Mais cette forêt, qui abrite le plus grand réservoir de biodiversité au monde et joue un rôle essentiel dans l'équilibre climatique de la planète, a déjà perdu 17% de sa surface originelle, sous la pression de la puissante agro-industrie (culture du soja, élevage) et de l'exploitation forestière illégale.

Selon le scientifique brésilien Adalberto Verissimo, si les déboisements atteignent

30% de l'Amazonie, „on entrera dans un processus irréversible et les conséquences seront catastrophiques pour la vie sur la planète Terre“, a-t-il dit, en appelant à „prendre d'urgence des mesures pour contenir la déforestation“.

„Dans l'Etat du Mato Grosso (centre-ouest), les déboisements sont entièrement dus à la création de pâturages pour l'élevage bovin“, a assuré Rebecca Lerer, de Greenpeace. Les écologistes critiquent aussi les grands projets de centrale hydro-électrique de plusieurs milliers de mégawatts en Amazonie, et préconisent le développement de petites centrales ainsi que des projets solaires et éoliens plus respectueux de l'environnement et des habitants.